



*Date de dépôt : 6 mai 2026*

**Rapport du Conseil d'Etat**  
**au Grand Conseil sur la motion de Celine van Till, Thierry Oppikofer, Rémy Burri, Jacques Béné, Murat-Julian Alder, Jean-Pierre Pasquier, Philippe Meyer : Pour la sécurité des usagers, faisons la lumière sur nos routes**

En date du 20 novembre 2025, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante :

*Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :*

- *l'initiation du plan OptimaLux<sup>1</sup> en octobre 2022 ;*
- *que ce projet vise à baisser la consommation énergétique cantonale ;*
- *l'extinction totale et permanente du réseau d'éclairage public sur le domaine public cantonal qui en découle ;*
- *l'extension de cette stratégie, en tant que phase-pilote, jusqu'à fin 2024, y compris sur certains axes communaux ;*
- *les inquiétudes de certaines communes suburbaines vis-à-vis de ce projet ;*
- *la QUE 1949 relayant ces inquiétudes ;*
- *les problématiques de sécurité pour les usagers de la route et les risques d'accident ;*
- *la nécessité de concilier des mesures d'économie bénéfiques à l'environnement tout en veillant à assurer la sécurité,*

---

<sup>1</sup> <https://www.ge.ch/document/ateliers-participatifs-dans-six-communes-concretiser-optimalux-plan-ombre-lumiere-du-canton>

*invite le Conseil d'Etat*

- *à continuer et à développer le projet OptimaLux ;*
- *à examiner la pertinence d'équiper le réseau routier d'éclairages « intelligents », à capteurs de mouvements ;*
- *à examiner l'opportunité d'équiper l'ensemble du réseau public cantonal d'éclairages économes en énergie et à faible impact environnemental et d'inciter les communes à faire de même ;*
- *à examiner l'opportunité d'effectuer les marquages routiers avec des peintures luminescentes.*

**RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT**

Dès le mois de mai 2021, l'Etat a conduit une étude sur différents scénarios d'éclairage du domaine public cantonal portant sur la détection de présence, la télégestion, l'extinction nocturne entre 1h00 et 5h00, ainsi que sur l'extinction totale ou limitée hors zones d'exception. Ces travaux visaient à la sobriété lumineuse aux abords du réseau routier, dans le respect des normes en vigueur. Ils ont également intégré un objectif de sobriété technologique maximale, notamment sous l'angle de l'énergie grise.

Ces réflexions ont conduit à la définition d'une stratégie (*OptimaLux*) prévoyant l'extinction totale et permanente du réseau d'éclairage public situé sur le domaine public cantonal, à l'exception des passages piétons, y compris leurs zones d'approches, soit un point lumineux avant et après le passage pour piétons permettant l'adaptation de la vue à la lumière puis à l'obscurité, ainsi que de certaines zones d'exception, soit des zones identifiées par une matrice analytique où la lumière est nécessaire notamment pour des raisons de sécurité.

L'installation d'éclairages commandés par capteurs de mouvements n'a pas été retenue sur les artères cantonales, en raison des variations lumineuses qu'un tel dispositif pourrait engendrer. Celles-ci sont susceptibles de créer des situations inconfortables, voire dangereuses, pour les usagères et usagers, à cause de contrastes brusques entre lumière et obscurité, de phénomènes d'éblouissement ou de surprise, ainsi que de nuisances lumineuses pour les riveraines et riverains.

A ce jour, *OptimaLux* a été déployé dans 26 communes situées en zone rurale. Conformément aux engagements pris, sa mise en œuvre s'est

effectuée en étroite collaboration avec les communes concernées. Cinq communes ont validé le dispositif sans modification, 18 ont sollicité le rallumage de certains points lumineux et 3 ont demandé le rétablissement complet de l'éclairage public cantonal sur leur territoire, à savoir Jussy, Soral et Collex-Bossy, en raison d'un sentiment d'insécurité exprimé par une partie de leur population. Les demandes de réallumage adressées directement au canton par des habitantes et habitants sont systématiquement transmises à la commune concernée pour préavis avant toute décision.

Plusieurs phases de consultations sont prévues avant un bilan global des différentes périodes d'observation – dont la durée minimale est de 2 ans – prévu pour juin 2027. Celui-ci permettra d'identifier d'éventuelles pistes d'amélioration, notamment sur la base des retours des communes concernées.

Une première phase de consultation doit s'achever au printemps 2026, pour un déploiement envisagé à partir de 2027, sur une durée de 2 ans. A l'issue des consultations menées auprès de 14 communes situées dans la zone périurbaine de la Ville de Genève (Carouge, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Cologny, Lancy, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambésy, Thônex, Troinex, Vandoeuvres, Vernier et Veyrier), une nouvelle stratégie, appelée *VarioLux*, a été élaborée afin de tenir compte des spécificités de ce périmètre, caractérisé par une densité de population plus élevée et des dynamiques urbaines plus complexes.

Concrètement, *VarioLux* prévoit une extinction ciblée dite « au cœur de nuit » (entre 1h00 et 5h00), sur certains tronçons routiers déterminés, au moyen d'un système de télégestion. Elle vise à répondre aux besoins des usagers et usagers, en particulier des piétons et des cyclistes.

En ce qui concerne la pose de points lumineux, le recours à la technologie LED est déjà effectif depuis plusieurs années sur l'ensemble de l'espace public cantonal et communal, en particulier dans le cadre de nouveaux aménagements urbains. Leur adaptation sur les secteurs concernés par la stratégie *OptimaLux* fera l'objet d'un examen ultérieur, une fois arrêtée la liste des points lumineux destinés à être maintenus. A titre d'information, les extinctions liées à *OptimaLux* reposent sur le retrait du fusible situé aux pieds des mâts, selon un principe de réversibilité.

En outre, la stratégie *VarioLux* implique des investissements destinés à remplacer les points lumineux existants par des équipements LED, afin de permettre la mise en place de la télégestion.

Plus précisément, le remplacement des points lumineux existants par des LED constitue déjà une pratique bien engagée, tant pour permettre la télégestion que pour réduire la consommation d'électricité. Par ailleurs,

l'opportunité de déployer d'autres marquages luminescents ou phosphorescents est à l'étude, sur la base des tests réalisés sur les voies cantonales, à proximité des pôles d'échanges multimodaux (piétons et cyclistes), ceci afin de renforcer la sécurité des usagères et usagers de la mobilité active.

Dans l'intervalle, des mesures complémentaires sont mises en œuvre au moyen de dispositifs rétroréfléchissants afin de renforcer la visibilité de certains obstacles, tels que le mobilier urbain, les glissières, les îlots ou encore les signalisations verticales.

Ainsi, les stratégies d'éclairage public mises en œuvre s'inscrivent dans une approche pragmatique et évolutive qui tient compte autant des spécificités territoriales que des besoins des usagères et usagers. Elles continueront d'être évaluées et, le cas échéant, adaptées, afin d'assurer un équilibre entre sécurité, qualité de vie, sobriété énergétique et protection de l'environnement.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

#### AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :

Thierry APOTHÉLOZ